

## Table des matières

Avant-propos .....	1
Introduction: Les organismes administratifs autonomes: problèmes et principes .....	9
Chapitre Un: Perspective historique .....	19
A. Le cadre juridique traditionnel .....	20
B. L'expansion du gouvernement .....	22
C. La Première Guerre mondiale: croissance des contrôles gouvernementaux .....	27
D. L'entre-deux-guerres .....	29
E. La Deuxième Guerre mondiale et l'après-guerre ...	31
Chapitre Deux: Les organismes autonomes et le processus administratif .....	37
A. Le rôle des organismes autonomes dans le gouvernement .....	38
B. Classification des organismes .....	42
1. Les organismes à vocation économique .....	43
2. Les organismes à vocation sociale .....	45
C. Le processus administratif .....	48
D. Conclusion .....	52
Chapitre Trois: Le cadre législatif et le rôle du Parlement ..	55
A. Les réformes nécessaires en matière législative .....	55
1. La planification législative .....	55
2. La rédaction des lois .....	57
3. L'amélioration des recueils de lois fédéraux ...	58
4. Les problèmes liés à l'ampleur du mandat .....	60

5.	Le statut de cour d'archives .....	62
6.	Les combinaisons appropriées de fonctions, de pouvoirs et de procédures .....	64
7.	Les pouvoirs d'enquête, l'application de la loi et les sanctions .....	64
8.	La nécessité d'un organisme de surveillance ...	66
9.	L'interprétation des lois dans une perspective de droit public .....	67
B.	Le maintien de la suprématie parlementaire sur la législation qui concerne les organismes .....	68
1.	Le rôle du Parlement, en général .....	68
2.	L'examen des textes réglementaires .....	71
Chapitre Quatre: Les contrôles du pouvoir exécutif sur les organismes .....		81
A.	Contrôle ministériel ou autonomie? .....	82
B.	La classification des organismes en fonction des mécanismes de contrôle ministériel .....	85
C.	L'extension du contrôle des organismes de régulation .....	87
D.	Les procédés de contrôle politique .....	89
E.	Le contrôle de la réglementation .....	92
F.	Le pouvoir d'émettre des directives .....	93
G.	L'approbation ministérielle .....	95
H.	Le contrôle politique de l'administration .....	96
I.	Les contrôles politiques informels .....	98
J.	La nécessité occasionnelle d'interventions politiques libres d'obstacles .....	100
Chapitre Cinq: La représentation de l'intérêt public et le mode d'élaboration de règles par les organismes .....		105
A.	La représentation de l'intérêt public .....	106
1.	La procédure des organismes en tant que processus politique .....	106

2.	La détermination des intérêts concernés	108
3.	Le préavis	111
4.	Le droit à la participation	114
5.	L'accès aux renseignements et au droit de l'organisme	114
6.	La nécessité de fournir un appui aux intérêts concernés	116
7.	La nécessité d'encourager l'articulation de tous les intérêts pertinents	121
8.	La représentation de certains intérêts par le gouvernement	123
9.	Le besoin d'innovation procédurales	125
B.	Le mode d'établissement de règles par les organismes	126
Chapitre Six: Les principes directeurs de la procédure administrative		131
A.	Les audiences administratives: degré nécessaire de participation	134
B.	La preuve	135
C.	L'objet des audiences	136
D.	Le moment des audiences	137
E.	La mise au point de la procédure: maintenir le coût de participation au minimum	139
F.	L'emploi et la répartition des pouvoirs relatifs à la procédure	144
	1. La direction des instances	144
	2. La délégation du pouvoir de tenir des audiences	145
G.	Le rôle du personnel consultatif des organismes lors des audiences	148
H.	La divulgation de renseignements et la confidentialité	149
I.	La motivation des décisions	151
J.	L'accessibilité	152
K.	La nécessité de légiférer sur la procédure administrative	154

**Chapitre Sept: Les organismes administratifs et les tribunaux judiciaires .....157**

- A. Les différents mécanismes de contrôle de l'administration .....157
- B. La centralisation du contrôle devant la Cour fédérale .....158
- C. Les principes de justice naturelle .....159
- D. L'obligation d'être équitable .....160
- E. Les limites du contrôle judiciaire .....163
- F. Le droit d'appel prévu par la loi .....164
- G. La requête en révision judiciaire .....164
- H. L'étendue de la juridiction de la cour .....165
- I. Les cas d'ouverture au contrôle judiciaire .....166
- J. Les formes de redressement .....166
- K. Les solutions de rechange au présent système de contrôle judiciaire .....167
- L. Les réformes institutionnelles nécessaires .....170

**Chapitre Huit: Les normes professionnelles .....173**

- A. La nomination des membres d'organismes .....174
- B. La durée du mandat des membres .....177
- C. L'évaluation du rendement .....178
- D. Les qualités professionnelles .....180
- E. L'impartialité et les conflits d'intérêts .....181
- F. Les problèmes des organismes à composition collégiale .....183
- G. Les programmes de formation .....185

**Chapitre Neuf: Les nouveaux contrôles institutionnels de l'administration .....189**

- A. La Loi sur la liberté d'accès à l'information .....190
- B. L'institution d'un Ombudsman .....192
- C. Le recours aux organes administratifs d'appel .....194
- D. Le contrôle par une juridiction administrative distincte .....196

E. La nécessité d'un organisme consultatif en droit administratif .....	198
1. La planification et la rédaction des lois .....	199
2. L'examen des procédures administratives ...	200
3. Les consultations préalables aux nominations à des organismes autonomes .....	201
4. La création d'un Conseil administratif .....	201
F. Conclusion .....	203
Sommaire des recommandations .....	205
Renvois .....	219